

Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et des
transports

78-2026-01-06-00007

Arrêté de prescriptions complémentaires
autorisant la mise en oeuvre d'une
expérimentation portant sur la valorisation des
déchets issus du prétraitement par désinfection
des déchets d'activités de soins à risques
infectieux et assimilés par la société PROSERVE
DASRI

ARRÊTÉ
de prescriptions complémentaires
Autorisant la mise en œuvre d'une expérimentation portant sur la valorisation des déchets issus
du prétraitement par désinfection des déchets d'activités de soins à risques infectieux et
assimilés par la société PROSERVE DASRI
21 Rue des entrepreneurs – 78420 Carrières-sur-Seine

LE PRÉFET DES YVELINES
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.181-14, L.211-1, L. 511-1, R.181-45 et R.181-46 ;

VU le code de la santé publique, et notamment les articles R. 1335-8-1 et R.1335-1 ;

VU le décret du 7 février 2024 portant nomination de Monsieur Frédéric ROSE en qualité de Préfet des Yvelines ;

VU l'arrêté 78-2024-03-04-00014 du 4 mars 2024 du Préfet des Yvelines portant délégation de signature à Madame Emmanuelle GAY, Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

VU la décision DRIEAT-IDF n° 78-2025-09-11-00009 du 11 septembre 2025 portant subdélégation de signature du préfet des Yvelines ;

VU le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets d'Île-de-France approuvé le 21 novembre 2019 ;

VU l'arrêté du 20 avril 2017 relatif au prétraitement par désinfection des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés ;

VU l'arrêté du 28 mars 2019 relatif à la mise en œuvre d'une expérimentation portant sur la valorisation des déchets issus du prétraitement par désinfection des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés ;

VU l'arrêté du 22 février 2022 modifiant l'arrêté du 28 mars 2019 relatif à la mise en œuvre d'une expérimentation portant sur la valorisation des déchets issus du prétraitement par désinfection des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés, prolongeant l'expérimentation jusqu'au 31 janvier 2027 ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter une installation de traitement de déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés (DASRIA) n°78-2022-01-25-00006 du 25 janvier 2022 ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°78-2025-03-19-00002 du 19 mars 2025 ;

VU la modification portée à la connaissance du préfet par la société PROSERVE DASRI le 15 juillet 2024, concernant l'exploitation d'une installation de collecte et de traitement par désinfection de DASRIA et relative à une demande d'autorisation d'expérimentation pour la valorisation des déchets issus du prétraitement par désinfection des DASRIA ;

VU les courriels du 07 août 2025, informant le directeur général de la santé et le directeur général de la prévention des risques de la demande d'expérimentation ;

VU l'avis de l'Agence Régionale de Santé Île-de-France (ARS) en date du 14 novembre 2025, transmis le 17 novembre 2025 à la DRIEAT ;

VU l'attestation de conformité n° 34822-2, délivrée le 21 février 2023 par le laboratoire national de métrologie et d'essais, concernant les appareils ECODAS T2000 ;

VU l'attestation de conformité n° 34361-2, délivrée le 12 octobre 2023 par le Laboratoire national de métrologie et d'essais, concernant les appareils AMB – Série 250 - Ecosteryl ;

VU le rapport de l'inspection chargée des installations classées en date du 27 novembre 2025 ;

VU le courrier du 4 décembre 2025 notifié à l'exploitant le 15 décembre suivant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

VU l'absence de courrier de l'exploitant faisant part de ses observations sur le projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT que le projet porte sur la valorisation de DASRIA ayant été soumis à un prétraitement par désinfection au moyen d'un appareil de prétraitement par désinfection ;

CONSIDÉRANT le laboratoire national de métrologie et d'essai a délivré une attestation de conformité pour les appareils ECODAS et ECOSTERYL utilisés par PROSERVE DASRI ;

CONSIDÉRANT que les installations de PROSERVE DASRI ont soumises à autorisation pour la rubrique 2790 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement « Installation de traitement de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793, 2795 ;

CONSIDÉRANT que la séparation des fractions valorisables et non valorisables des DASRIA prétraités est réalisée par un procédé mécanique ;

CONSIDÉRANT que les risques pour les opérateurs lors des opérations de tri sont très réduits,

CONSIDÉRANT que les fractions non valorisables seront traitées en incinération, comme le sont les DASRIA prétraités actuellement chez PROSERVE DASRI ;

CONSIDÉRANT que le projet d'expérimentation prévoit une phase de validation conforme au protocole décrit à l'annexe 2 de l'arrêté du 28 mars 2019 susvisé ;

CONSIDÉRANT que le projet d'expérimentation prévoit des modalités de surveillances conformes à celles décrites à l'annexe 3 de l'arrêté du 28 mars 2019 susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'avis de l'ARS a émis un avis favorable à la demande d'autorisation émise par la société PROSERVE DASRI ;

CONSIDÉRANT que plusieurs plaintes ont été émises par les riverains au sujet des nuisances olfactives ;

CONSIDÉRANT que la mise en place d'une expérimentation pour la valorisation des déchets issus du prétraitement par désinfection des DASRIA peut être à l'origine de nuisances olfactives ;

CONSIDÉRANT que le projet de modification décrit dans le dossier de porter à connaissance ne constitue pas une modification substantielle au sens de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture des Yvelines,

ARRÊTE:

Article 1^{er} : EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION D'EXPÉRIMENTATION

La société PROSERVE DASRI, dont le siège social est situé sur la commune du KREMLIN-BICETRE (94270) au 93 avenue de Fontainebleau, est autorisée à mettre en œuvre une expérimentation portant sur la valorisation des déchets issus du prétraitement par désinfection des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés, dans ses installations implantées sur la commune de CARRIERES-SUR-SEINE (78420), au 21 rue des Entrepreneurs, dans les conditions du présent arrêté, des arrêtés antérieurs qui demeurent applicables et des prescriptions de l'arrêté du 28 mars 2019 susvisé.

ARTICLE 2 : DISPOSITIONS TECHNIQUES

Le tri des DASRIA prétraités est réalisé par une ligne de tri automatisée comprenant :

- un procédé de tri aéraulique, permettant la séparation des fractions légères et lourdes ;
- une opération de vibration sur grille, permettant d'écarter les particules d'une taille inférieure à 6 mm, susceptibles de dégrader la qualité du tri final ;
- un procédé Proche infrarouge (spectroscopie), permettant le tri du polypropylène jaune contenu dans la fraction lourde récupérée lors du tri aéraulique.

La ligne de tri est alimentée par des convoyeurs positionnés en sortie des banaliseurs.

ARTICLE 3 : MODALITÉS DE SURVEILLANCE ET DE SUIVI DE L'EXPÉRIMENTATION

Article 3.1 : Protocole de validation du procédé de tri et de séparation des déchets issus du prétraitement par désinfection des DASRIA

L'exploitant réalise, avant le début de l'expérimentation, des essais de reviviscence des micro-organismes dans la fraction valorisable des déchets prétraités destinés à la valorisation matière ainsi que des essais sur la contamination aérienne.

Le procédé de tri et de séparation des déchets n'est validé que si ces essais, réalisés selon les modalités décrites à l'annexe II de l'arrêté du 28 mars 2019 susvisé par des laboratoires remplissant les conditions prévues au II de l'article 1^{er} de l'arrêté du 20 avril 2017 susvisé, respectent les critères d'acceptation définis dans les tableaux de l'annexe II de l'arrêté du 28 mars 2019 susvisé.

L'exploitant transmet, dans les 15 jours suivant la réception des rapports, les résultats des essais réalisés dans le cadre du protocole de validation du procédé de tri et de séparation des déchets issus du prétraitement par désinfection des DASRIA.

Article 3.2 : Surveillance de l'expérimentation

L'exploitant réalise une surveillance mensuelle sur les DASRIA, prétraités et après l'étape de tri, afin de s'assurer de l'absence de contamination bactériologique des déchets valorisables. Les essais de reviviscences réalisés selon les modalités décrites à l'annexe III de l'arrêté du 28 mars 2019 susvisé par des laboratoires remplissant les conditions prévues au II de l'article 1^{er} de l'arrêté du 20 avril 2017 susvisé, respectent les critères d'acceptation définis dans les tableaux de l'annexe IIV de l'arrêté du 28 mars 2019 susvisé.

Les résultats des essais réalisés dans le cadre de la surveillance de l'expérimentation sont conservés par l'exploitant jusqu'à la fin de celle-ci. Ces résultats sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

ARTICLE 4 : FIN DE L'EXPÉRIMENTATION

Article 4.1 : Bilan de l'expérimentation

L'exploitant transmet au préfet de département, 6 mois avant le terme de l'expérimentation ainsi qu'au terme de celle-ci, un rapport mettant en évidence de façon qualitative et quantitative les impacts sanitaires et environnementaux de l'expérimentation et reprenant des données sanitaires, techniques et financières. Ce bilan comprend les éléments listés à l'annexe 5 de l'arrêté du 28 mars 2019 susvisé.

Article 4.2 : Date de clôture de l'expérimentation

L'expérimentation est autorisée jusqu'au 31 janvier 2027, conformément aux dispositions de l'article 1 de l'arrêté du 22 février 2022 susvisé.

ARTICLE 5 : ODEURS

Article 5.1 : Étanchéité des flux de déchets banalisés lors des opérations de tri

Les déchets banalisés, les déchets triés et les refus de tri ne sont pas stockés à l'air libre. L'exploitant met en œuvre les moyens nécessaires afin de s'assurer que les circuits de transfert des déchets lors des opérations de tri, ainsi que les contenants accueillant les déchets triés, sont couverts de façon à limiter les nuisances olfactives, sauf lorsque leur ouverture est nécessaire au bon déroulement des opérations de tri.

Article 5.2 : Gestion des odeurs

Les prescriptions de l'article 6 « Odeurs » de l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 mars 2025 sont modifiées comme suit :

« [...] »

2.2.3.2 Gestion des odeurs

L'exploitant établit, met en œuvre et réexamine régulièrement, dans le cadre du système de management environnemental, un plan de gestion des odeurs comprenant l'ensemble des éléments suivants :

- un protocole décrivant les mesures à prendre et les échéances associées ;
- un protocole de surveillance des odeurs, qui définit une fréquence de surveillance ;
- un protocole des mesures à prendre pour gérer des problèmes d'odeurs signalés ;
- un programme de prévention et de réduction des odeurs destiné à déterminer la ou les sources d'odeurs, à caractériser les contributions des sources et à mettre en œuvre des mesures de prévention et/ou de réduction.

Ces protocoles sont revus et mis à jour à chaque modification des installations pouvant avoir un impact sur les émissions d'odeurs, et à minima lors de l'ajout de nouveaux équipements de production. »

ARTICLE 6 : PUBLICITÉ

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Carrières-sur-Seine où toute personne intéressée peut la consulter.

Un extrait est affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois. Le maire de Carrières-sur-Seine dresse un procès-verbal attestant de l'accomplissement de ces formalités.

Une copie de cet arrêté est accessible sur le site internet de la Préfecture des Yvelines pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 7 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles notamment au moyen de l'application Télérecours Citoyen (<https://www.telerecours.fr/>) : :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.512-7 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie, dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;

b) La publication de la décision sur le site Internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

ARTICLE 8 : OBLIGATION DE NOTIFICATION DES RECOURS

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

ARTICLE 9 : EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture des Yvelines, le maire de Carrières-sur-Seine, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 6 janvier 2026

Pour le Préfet et par délégation,
la Directrice,
Pour la Directrice et par subdélégation,
la chef de l'unité départementale des Yvelines,
signé

Delphine DUBOIS